

FRANCE INTER

L'INVITE DE 7H50 – Le 12/05/2020 – 07:46:48

Invité : François VILLEROY de GALHAU, gouverneur de la BANQUE DE FRANCE

LÉA SALAME

Bonjour à vous, François VILLEROY de GALHAU.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Bonjour Léa SALAME.

LÉA SALAME

Merci d'être avec nous ce matin/ Vous dévoilez en exclusivité ce matin sur Inter l'enquête mensuelle de conjoncture de la BANQUE DE FRANCE pour le mois d'avril, en clair une photographie de l'économie française à temps T, à l'issue de ce mois d'avril, on ne va pas se mentir, les chiffres ne sont pas bons, mais il y a quelques lueurs d'espoir, d'abord, avant tout, à combien évaluez-vous l'impact du confinement sur l'activité économique pour le mois d'avril ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Nous avons fait la photo la plus complète de l'économie française en fin de confinement. C'est une enquête auprès de milliers d'entreprises de toutes tailles, de tous secteurs, jusqu'à la semaine dernière, donc jusqu'à début mai. Nous arrivons à une perte d'activité de -27 % pour l'ensemble de l'économie française en fin de confinement: cela reste très sévère, mais c'est un peu moins mal que notre enquête précédente à début avril où on était à - 32 %.

LÉA SALAME

C'est-à-dire qu'au mois de mars...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

L'amélioration relative, on la voit dans l'industrie (hors agroalimentaire qui résistait déjà assez bien), et dans les services marchands. A l'inverse, un secteur comme la construction reste extrêmement touché: la perte d'activité y est de 75 % d'après notre photographie.

LÉA SALAME

C'est-à-dire qu'au mois de mars, la perte d'activité était de 32%...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Léa SALAME, donc l'économie française tournait aux deux tiers, là, elle est presque aux trois-quarts, mais cela reste très sévère...

LÉA SALAME

Mais comment vous l'expliquez, parce que le mois d'avril était un mois de confinement complet, le fait que l'activité soit en légère hausse par rapport au mois de mars, ça veut dire quoi, que l'économie s'est adaptée au confinement ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Effectivement: si je prends l'exemple des services, qui est le secteur le plus important de l'économie française, nous sommes très frappés dans notre photographie par la différence entre deux catégories de services. Il y a les services qui sont tournés vers les entreprises, et ceux-là, grâce au télétravail, ont finalement résisté assez bien: les services informatiques, le conseil, les activités financières,...Nous avons pour la première fois d'ailleurs donné les chiffres d'usage du télétravail: trois secteurs, dont les services informatiques ou les activités comptables et juridiques, ont un taux de télétravail de plus de 70 %. A l'inverse, les services aux particuliers, eux, continuent à souffrir beaucoup: en première ligne bien sûr, l'hébergement et la restauration. C'est tout cela qui va se jouer dans le redémarrage, certains secteurs vont rester fermés, mais d'autres vont pouvoir accélérer.

LÉA SALAME

Comment vous calculez cela, comment vous arrivez à ce chiffre de 27 % de perte d'activité, quels sont les indicateurs que vous choisissez ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

C'est le travail effectivement des hommes et des femmes de la BANQUE DE FRANCE sur le terrain. La BANQUE DE FRANCE a l'avantage d'être présente dans chaque département, en proximité, d'être en contact avec des milliers d'entreprises. Notre première source, c'est donc ce que les chefs d'entreprise eux-mêmes, secteur par secteur, nous disent sur leurs activités passées au mois d'avril, et puis de ce qu'ils prévoient sur le mois de mai, on en parlera. Nous combinons cela avec un certain nombre d'indicateurs qu'on appelle la haute fréquence, pardon du jargon des techniciens, c'est-à-dire en temps réel, qui permettent de mesurer la petite amélioration de l'économie française. Pour vous citer un exemple, sur les paiements par carte bancaire, il y avait une très forte chute en montant au mois de mars, il y a une petite amélioration que nous voyons fin avril-début mai. La consommation reste très inférieure à ce qu'elle était avant le 15 mars. Mais nous revenons vers - 30 % à peu près, alors qu'on était à - 35 ou - 40 % au début du confinement.

LÉA SALAME

Le gouvernement a pris des mesures d'ampleur pour soutenir l'économie pendant ces deux mois avec notamment 300 milliards d'euros de prêts garantis par l'Etat, combien, François VILLEROY de GALHAU, combien d'entreprises y ont eu recours, combien de PME ont demandé ces prêts garantis par l'Etat ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Cela, c'est une question essentielle: qu'est-ce qu'il fallait faire et qu'est-ce qu'il va falloir faire maintenant ? Dans le premier temps qui vient de se terminer hier, c'était le temps de l'urgence, il fallait réagir, et les pouvoirs publics globalement ont bien réagi. C'est d'ailleurs assez comparable à ce qui se passe dans les autres pays: de par mon métier, je vois bien ce qui se passe en Europe ou dans le reste du monde. Il y a en particulier quelque chose qui a mieux marché en France qu'aux Etats-Unis, en Italie ou en Angleterre, c'est l'arrivée jusqu'aux PME et TPE de l'aide: le fonds de solidarité et, vous l'avez mentionné, ces prêts garantis par l'Etat. Alors, je vous donne les chiffres à hier soir; nous regardons les demandes qui arrivent dans les banques parce que c'est l'indicateur précoce: on est à près de 500.000 demandes d'entreprises, 486.000 exactement. La grande majorité, 90 % des demandes, vient de TPE: on cible bien les entreprises de plus petite taille. Nous surveillons

évidemment de près le taux de refus par les banques, qui reste très faible, entre 2 et 3 %, donc globalement, c'est un dispositif qui marche bien.

Maintenant, quand je regarde vers l'avenir, dans le temps 2, le temps du redémarrage, il va falloir une action patiente, sélective pour aider, cette fois-ci, les fonds propres de certaines entreprises qui vont se trouver en difficulté, avec trop de dettes. Mais le temps 1, celui de l'urgence générale, c'était le temps des pompiers, si je peux dire, où il fallait vraiment aider la trésorerie de toutes les entreprises. Cela a été globalement bien fait, même si je ne nie aucune des difficultés de ceux qui nous écoutent...

LÉA SALAME

Est-ce que vous avez déjà une idée du nombre de faillites d'entreprises qui se profile dans les prochains mois ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Non, et il faudra tout faire pour l'éviter. L'action publique va devoir maintenant continuer pour accompagner le redémarrage, parce que nous savons tous que ce redémarrage ne sera que partiel; mais ce doit être une action patiente et sélective. Il va falloir passer d'un effort en trésorerie, qui était général, à un accompagnement en fonds propres, en capital, qui visera les entreprises qui en ont besoin. Ce n'est pas la peine de mettre des fonds propres publics dans des entreprises qui n'en ont pas besoin, mais aussi dans des entreprises qui ne seraient pas viables: sinon, cet argent ne servirait à rien. Or c'est de l'argent public, c'est donc notre argent à tous.

Il y a bien sûr des secteurs, pour répondre à votre question, qui sont plus touchés: il va falloir agir pour le tourisme, pour l'aéronautique, pour certains secteurs qui vont rester presque arrêtés. Dans les autres secteurs, entreprise par entreprise, il faudra regarder des formes innovantes, inventives de soutien en fonds propres qui peuvent être d'ailleurs un bon investissement pour la collectivité nationale. Aider une entreprise aujourd'hui en difficulté, mais qui va retrouver ensuite la viabilité, c'est un bon investissement; mais il va falloir être sélectif, alors qu'on était général dans le temps 1. Et ce n'est pas toujours facile pour l'action publique d'être sélective.

LÉA SALAME

Sur la consommation, François VILLEROY de GALHAU, est-ce que vous avez des indicateurs qui montrent que les Français vont consommer massivement, vont retourner massivement dans les magasins, dans les restaurants ou, au contraire, qu'ils vont préférer épargner leur argent en prévision des mauvais jours ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

C'est l'autre question très importante. On vient de parler des entreprises; si on regarde les ménages, là aussi, il faut un peu différencier. Il y a d'abord les ménages qui sont en difficulté sérieuse dans la période de confinement, et ceux-là, évidemment, il va falloir continuer à les aider comme les pouvoirs publics et le Parlement l'ont décidé. Mais quand je regarde l'ensemble des ménages, leur consommation a baissé davantage que leurs revenus pendant ces deux mois. Et donc, il y a eu ce qu'on appelle une épargne forcée, une épargne supplémentaire qui s'est accumulée, nous commençons à en voir la taille à peu près.

LÉA SALAME

Combien ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Alors je vous donne les chiffres, nous estimons qu'à fin mai, ce sera environ 60 milliards d'euros d'épargne supplémentaire des ménages. Ce chiffre paraît peut-être abstrait, mais je vais le rendre concret tout de suite par rapport à votre question, c'est près de 5 % de consommation supplémentaire sur l'ensemble de l'année. La question prioritaire du côté des ménages, c'est donc la question de la confiance, pour qu'ils transforment rapidement cette épargne accumulée en consommation, et donc en croissance...

LÉA SALAME

Oui, et ça, on ne le sait pas encore...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Un retour à une meilleure situation sanitaire est tout à fait clé dans cette confiance, et aussi toutes les dispositions qui sont prises du côté du commerce.

LÉA SALAME

Alors, on est clairement en récession, le gouvernement l'a dit, il table sur moins 8 % de croissance en 2020, peut-être pire, vous, quels sont vos projections, d'abord pour le mois de mai, est-ce que vous avez déjà des chiffres, ou en tout cas une échelle de chiffres à nous donner ce matin, moins 27 % de perte d'activité au mois d'avril, moins 32 au mois de mars, et au mois de mai, on en a combien, et sur la croissance en général ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Il est trop tôt pour nous pour donner une prévision sur l'ensemble de l'année, nous le ferons le 9 juin, parce que nous voulons voir ce qui va se passer pendant le redémarrage. Mais je peux vous donner deux indications: la première, c'est que nous savons aujourd'hui à peu près combien nous a coûté économiquement la période de confinement. Ces deux mois nous ont coûté sur la croissance annuelle près de 6 % de perte, déjà; et donc la perte sur l'ensemble de l'année sera plus élevée que cela, puisque, pendant le redémarrage, l'activité reste partielle. Alors cela amène à votre question sur ce qui va se passer sur le mois de mai. Nous avons interrogé aussi les chefs d'entreprise: la plupart voient une amélioration heureusement de leur activité avec le redémarrage du déconfinement partiel. L'amélioration est d'autant plus forte que les secteurs étaient le plus touchés pendant le confinement: je vais vous citer l'exemple de l'automobile ou de la réparation automobile ou de la construction; là, nous voyons une amélioration assez forte. Si je devais donner un niveau d'ambition, Léa SALAME, nous avons en un mois, de fin mars à fin avril, déjà regagné 5 points de taux d'activité, nous sommes passés de -32 à -27. L'ambition que nous pourrions avoir pour fin mai, c'est de regagner encore une dizaine de points d'activité. Nous verrons dans notre enquête de début juin exactement ce qu'ont pu faire les chefs d'entreprise: comme vous le savez, ce sont des situations très différenciées sur le terrain.

LÉA SALAME

Merci beaucoup. Merci, c'était très intéressant d'avoir tous ces chiffres donnés ce matin en exclusivité, ce n'est pas très réjouissant, mais il y a quelques lueurs d'espoir, c'est ce qu'on entend dans ce que vous nous dites ce matin...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

On reste mobilisés pour l'action, et on le reste ensemble: c'est comme cela que nous allons gagner cette rude bataille.

LÉA SALAME

Merci et belle journée à vous François VILLEROY de GALHAU. 07:57:44. FIN#